



625 AGENTS EN GREVE LE 27 NOVEMBRE à la DRFIP 13

4 services et 12 Centres des Finances Publiques fermés

Un agent sur trois de la Drfip 13 était en grève le 27/11/2012. Avec les syndicats, une centaine d'agents grévistes a souhaité rencontrer notre Directrice régionale sur le site Prado-Borde afin d'exposer les revendications nationales et locales.

Malgré notre demande, Mme Reisman, Directrice régionale, n'a pas souhaité se rendre disponible pour recevoir les agents des Bouches-du-Rhône. Etait-elle en Préfecture, comme elle nous l'avait assuré le 15/11 à Sadi Carnot ? Etait-elle à Bercy avec le Directeur général, comme nous l'ont assuré les responsables locaux, alors que devait se tenir le comté technique de réseau ?

Les responsables du pôle fiscal et du pôle gestion publique étaient aussi aux abonnés absents. Peut-être avaient-ils quelques statistiques de fin d'année à « *peaufiner* »? Leur absence est d'autant plus regrettable que « budget et emplois » à l'ordre du jour du CTR du 27, cela a forcément à voir avec l'accomplissement des missions dont ils ont le « pilotage »... Mais c'est vrai ! On ne doit plus travailler comme au siècle dernier !

Ce sont donc les responsables du Pôle pilotage et ressources qui ont reçu les agents.

Après avoir dénoncé l'absence de la 1ère responsable de la Drfip 13, la CGT a fait un état des lieux des services, de la dégradation des conditions de travail des personnels et rappelé leurs revendications nationales et locales.

CONDITIONS DE TRAVAIL et VIE AU TRAVAIL

Quel service est en mesure aujourd'hui de faire face correctement aux missions ? Les pressions sur les personnels (cadres et agents) augmentent sans cesse, et les résultats obtenus le sont au détriment de la santé des agents (troubles psycho-sociaux) et de leurs droits et garanties. Les statistiques frelatées des résultats affichés ne pourront pas cacher indéfiniment la dérive des services.

Seule la conscience professionnelle des agents permet aux services de surnager. De nombreux collègues font aujourd'hui des heures supplémentaires qui ne sont pas comptabilisées et

travaillent donc gratuitement. Certains ne font plus la coupure méridienne et mangent en travaillant. D'autres encore ne peuvent prendre tous leurs congés. Nous avons demandé à M. Pons les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour remédier à ces situations inacceptables.

L'apparition et la recrudescence des auto-agressions, des maladies liées au surmenage et autres dépressions constituent des marqueurs de la dégradation sans précédent des conditions de travail.

La direction a indiqué prendre acte et se pencher sur les problèmes. Qu'elle se penche sur les solutions !

EMPLOIS

2062 suppressions d'emplois au niveau national et 44 pour les Bouches du Rhône.

C'est certes moins que les années précédentes mais c'est encore trop pour des services qui sont à la limite de la rupture.

La CGT a demandé au Directeur de nous dire quels services seraient touchés.

Le directeur des ressources nous a d'abord indiqué qu'il appliquait des décisions ministérielles et qu'il ne savait encore rien de la répartition des suppressions dans les services...

POINT D'INDICE et POUVOIR D'ACHAT

La CGT a rappelé que le blocage des salaires est d'autant plus inadmissible que le travail fourni

par les agents augmente, lui, sans arrêt.

Nous avons plus particulièrement insisté sur

l'instauration de la **journée de carence**, cette ignominie qui rend les agents responsables de leurs maladies et grève leur pouvoir d'achat. Nous avons exigé l'accès automatique au **8ème échelon** pour

tous les agents AAPFP 1 du 7ème échelon.

Là aussi, le Directeur indique que la décision ne lui appartient pas; il s'agit de mesures nationales...

PLAN DE QUALIFICATION de C en B: LE NOMBRE 23 ?

Compte tenu de la dégradation du pouvoir d'achat avec le blocage du point d'indice (même pas indexé sur l'inflation!), les possibilités de promotion intra-catégorielles et catégorielles constituent pour les agents une des rares possibilités de regagner un peu de pouvoir d'achat et de voir leurs qualifications et technicité mieux reconnues sur la fiche de paie: un palliatif revendiqué d'ailleurs par les responsables de notre administration.

Les agents attendent que les possibilités d'évolution dans leur grade, que les fins de carrière, comme les

promotions dans le corps supérieur soient développées.

Or cette année nous sommes, là aussi, confrontés à une baisse drastique des promotions.

Il a été indiqué, sous la pression des questions, que pour 2013, il n'y aurait, par exemple, que 23 emplois de B ouverts) la Drfip 13 (liste d'aptitude? Concours?) au lieu des 52 (liste d'aptitude de 2012). Si tel est le cas, c'est le signe clair que les sacrifiés seront les agents de catégorie C.

CREDIT DE FONCTIONNEMENT

La CGT a condamné les coupes claires budgétaires particulièrement celle du budget de fonctionnement (frais de déplacement et action sociale) Déjà diminué l'an dernier à 252 M d'€, le projet de budget 2013 est annoncé pour 153 M d'€ ! Soit une baisse de 40 % !!! Les agents en seront-ils de leur poche ou seront-ils remboursés de leurs frais de déplacement ? Et l'action sociale ?

La CGT a demandé à la Direction de s'engager à payer en 2013 les frais de déplacements des agents La direction a affirmé qu'elle ferait tout ce qui est possible pour payer les frais de déplacements. Pas vraiment rassurant !

LA PAROLE DES AGENTS

Les agents présents (Agents de SIP, de SIE, du secteur public local et des services de Direction, de Cdif, etc.) se sont exprimés face à la direction, lui rappelant l'état de fatigue et de tristesse dans les services mais aussi la colère sourde de celles et ceux qui sont méprisés et dont les conditions de vie sont de plus en plus difficiles.

Face aux prétendus « gains de productivité » liés à la dématérialisation ou aux nouveaux processus de travail, nos collègues ont fait la démonstration de la surcharge et de l'intensification du travail, mais aussi de l'impossibilité de remplir les missions qui pour le ministre sont prétendument « *au cœur de la République* ». **Tout au long de l'audience, la Direction a paru embarrassée. Ses réponses exprimant souvent l'impuissance...**

SEULS LA LUTTE ET LE RAPPORT DE FORCE PERMETTRONT DE FAIRE ABOUTIR NOS REVENDICATIONS



ARRET DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS - ARRET DU BLOCAGE DU POINT D'INDICE ET RATTRAPAGE DU POUVOIR D'ACHAT